

Forum économique mondial de Davos

# Lisez le discours intégral de Mark Carney



PHOTO MARKUS SCHREIBER, ASSOCIATED PRESS

Le premier ministre Mark Carney

Dans son discours au Forum économique mondial de Davos, le premier ministre Mark Carney appelle les États à se regrouper pour mieux contrer l'intimidation des « puissances hégémoniques ». Lisez son discours au complet.

20 janvier 2026 à 16 h 21

La Presse

C'est un plaisir – et un devoir – d'être parmi vous en ce point tournant pour le Canada et pour le monde.

Je parlerai aujourd'hui de la rupture de l'ordre mondial, de la fin d'une fiction agréable et du début d'une réalité brutale où la géopolitique des grandes puissances n'est soumise à aucune contrainte.

Mais je vous soumets par ailleurs que les autres pays, en particulier les puissances moyennes comme le Canada, ne sont pas impuissants. Ils possèdent la capacité de construire un nouvel ordre qui intègre nos valeurs, comme le respect des droits humains, le développement durable, la solidarité, la souveraineté et l'intégrité territoriale des états.

La puissance des moins puissants commence par l'honnêteté.

Chaque jour, on nous rappelle que nous vivons à une époque de rivalité entre grandes puissances. Que l'ordre fondé sur des règles tend à disparaître. Que les forts agissent selon leur volonté et que les faibles en subissent les conséquences.

Cet aphorisme de Thucydide se présente comme inévitable, telle une logique naturelle des relations internationales qui se réaffirme.

Devant ce constat, les pays ont fortement tendance à suivre le mouvement pour rester en bons termes. Ils s'adaptent. Ils évitent les conflits. Ils espèrent que ce conformisme

leur garantira la sécurité.

Ce n'est pas le cas.

Quelles sont donc nos options ?

En 1978, le dissident tchèque Václav Havel a écrit un essai intitulé *Le pouvoir des sans-pouvoir*. Il y posait une question simple : comment le système communiste a-t-il pu tenir ?

Sa réponse commence par l'histoire d'un marchand de fruits et légumes. Chaque matin, il place une affiche dans sa vitrine : « Travailleurs du monde, unissez-vous ! » Il n'y croit pas. Personne n'y croit. Mais il la place quand même, pour éviter les ennuis, montrer sa coopération, faire profil bas. Et comme tous les commerçants de toutes les rues font de même, le système continue de fonctionner.

Non pas uniquement par la violence, mais par la participation des citoyens ordinaires à des rituels qu'ils savent pertinemment être faux.

Havel appelait cela « vivre dans le mensonge ». Le pouvoir du système ne provient pas de sa véracité, mais de la volonté de chacun d'agir comme s'il était vrai. Et sa fragilité provient de la même source : dès qu'une seule personne cesse d'agir ainsi, dès que le marchand de fruits et légumes retire son enseigne, l'illusion commence à s'effriter.

Le moment est venu pour les entreprises et les pays de retirer leurs enseignes.

Pendant des décennies, des pays comme le Canada ont prospéré grâce à ce que nous appelions l'ordre international fondé sur des règles. Nous avons adhéré à ses institutions, vanté ses principes et profité de sa prévisibilité. Grâce à sa protection, nous avons pu mettre en œuvre des politiques étrangères fondées sur des valeurs.

Nous savions que l'histoire de l'ordre international fondé sur des règles était en partie fausse. Que les plus puissants y dérogeraient lorsque cela leur convenait. Que les règles entourant les échanges commerciaux étaient appliquées de manière

asymétrique. Et que le droit international était appliqué avec plus ou moins de rigueur selon l'identité de l'accusé ou de la victime.

Cette fiction était utile, et l'hégémonie américaine, en particulier, contribuait à assurer des bienfaits publics : des voies maritimes ouvertes, un système financier stable, une sécurité collective et un soutien aux mécanismes de résolution des différends.

Nous avons donc placé l'enseigne dans la vitrine. Nous avons participé aux rituels. Et nous avons généralement évité de signaler les écarts entre la rhétorique et la réalité.

Ce compromis ne fonctionne plus.

Permettez-moi d'être direct : nous sommes en pleine rupture, et non en pleine transition.

Au cours des deux dernières décennies, une série de crises financières, sanitaires, énergétiques et géopolitiques a mis en évidence les risques d'une intégration mondiale extrême.

Plus récemment, les grandes puissances ont commencé à recourir à l'intégration économique comme moyen de pression. Aux droits de douane comme levier. À l'infrastructure financière comme moyen de coercition. Aux chaînes d'approvisionnement comme vulnérabilités à exploiter.

Il est impossible de « vivre dans le mensonge » d'un avantage mutuel grâce à l'intégration lorsque celle-ci devient la source de votre subordination.

Les institutions multilatérales sur lesquelles s'appuyaient les puissances moyennes, entre autres l'OMC, les Nations Unies et la COP, qui constituent l'architecture de la résolution collective des enjeux, sont considérablement affaiblies.

Ainsi, de nombreux pays tirent les mêmes conclusions. Ils doivent renforcer leur autonomie stratégique dans les domaines de l'énergie, de l'alimentation, des minéraux critiques, de la finance et des chaînes d'approvisionnement.

Cette réaction est compréhensible. Un pays qui ne peut pas assurer son approvisionnement alimentaire, énergétique ou sa défense n'a que peu d'options. Lorsque les règles ne vous protègent plus, vous devez vous protéger vous-même.

Cependant, soyons réalistes quant aux conséquences de cette situation. Un monde cloisonné sera plus pauvre, plus fragile et moins durable.

Il y a une autre vérité : si les grandes puissances renoncent même à faire semblant de respecter les règles et les valeurs pour exercer sans entrave leur pouvoir et défendre leurs intérêts, les avantages du « transactionnalisme » deviennent difficiles à reproduire. Les puissances hégémoniques ne peuvent pas monnayer indéfiniment leurs relations.

Les alliés chercheront à se diversifier pour parer à l'incertitude. Ils auront recours à des mécanismes de protection. Ils multiplieront leurs options. Et cela leur permettra de réaffirmer leur souveraineté, autrefois fondée sur des règles, mais qui reposera de plus en plus sur leur capacité à résister aux influences extérieures.

Comme je l'ai mentionné, cette gestion classique des risques comporte un coût, mais il est possible de partager les investissements liés à l'autonomie stratégique et à la protection de la souveraineté. Il est plus avantageux d'investir collectivement dans la résilience que de bâtir chacun sa propre forteresse. L'adoption de normes communes réduit la fragmentation. Les complémentarités procurent des avantages à tous.

La question pour les puissances moyennes, comme le Canada, n'est pas de savoir s'il faut s'adapter à cette nouvelle réalité. Nous devons le faire. Il s'agit plutôt de déterminer si nous nous adaptons en construisant simplement des murs plus hauts ou si nous pouvons faire preuve de plus d'ambition.

Le Canada a été parmi les premiers pays à prendre conscience de la situation, ce qui nous a amenés à modifier fondamentalement notre orientation stratégique.

Les Canadiens et les Canadiennes comprennent que notre conception traditionnelle et rassurante selon laquelle notre situation géographique et nos alliances nous

garantissaient automatiquement la prospérité et la sécurité ne tient plus.

Notre nouvelle stratégie repose sur ce qu'Alexander Stubb a qualifié de « réalisme fondé sur des valeurs » – ou, autrement dit, nous avons pour objectif de conjuguer principes et pragmatisme.

Nous demeurons fidèles à nos principes quant à nos valeurs fondamentales : souveraineté et intégrité territoriale, interdiction du recours à la force sauf dans les cas prévus par la Charte des Nations Unies, et respect des droits de la personne.

Nous sommes pragmatiques, car nous reconnaissons que les progrès sont souvent progressifs, que les intérêts divergent et que tous nos partenaires ne partagent pas nécessairement nos valeurs. Nous collaborons de manière ouverte, stratégique et lucide. Nous acceptons pleinement le monde tel qu'il est, sans attendre qu'il devienne celui que nous aimerions voir.

Le Canada adapte ses relations afin que leur portée corresponde à ses valeurs. Nous privilégions un vaste dialogue afin de maximiser notre influence, dans un contexte où l'ordre mondial est particulièrement instable, où les risques sont élevés et où les enjeux pour l'avenir sont considérables.

Nous ne comptons plus uniquement sur la force de nos valeurs, mais également sur la valeur de notre force.

Nous consolidons cette force dans notre pays.

Depuis l'entrée en fonction de mon gouvernement, nous avons réduit les impôts sur le revenu, les gains en capital et les investissements des entreprises, nous avons supprimé tous les obstacles fédéraux au commerce interprovincial et nous accélérons la mise en œuvre d'investissements de mille milliards de dollars dans les domaines de l'énergie, de l'intelligence artificielle et des minéraux critiques, dans la mise en place de nouveaux corridors commerciaux et dans bien d'autres choses encore.

Nous doublons nos dépenses de défense d'ici 2030 et nous le faisons de manière à renforcer nos industries nationales.

Nous nous diversifions rapidement à l'étranger. Nous avons conclu un partenariat stratégique global avec l'Union européenne qui prévoit notamment notre adhésion à l'initiative SAFE concernant les accords européens d'approvisionnement en matière de défense.

Au cours des six derniers mois, nous avons signé douze autres accords commerciaux et de sécurité sur quatre continents.

Ces derniers jours, nous avons conclu de nouveaux partenariats stratégiques avec la Chine et le Qatar.

Nous négocions actuellement des accords de libre-échange avec l'Inde, l'ANASE, la Thaïlande, les Philippines et le Mercosur.

Pour contribuer à résoudre les problèmes mondiaux, nous privilégions une géométrie variable, c'est-à-dire que nous adhérons à différentes coalitions pour différents enjeux, en fonction des valeurs et des intérêts.

En ce qui concerne l'Ukraine, nous sommes un membre important de la Coalition des volontaires et l'un des plus grands contributeurs par habitant à sa défense et à sa sécurité.

En matière de souveraineté dans l'Arctique, nous soutenons fermement le Groenland et le Danemark et appuyons pleinement leur droit unique de déterminer l'avenir du Groenland. Notre engagement envers l'article 5 est inébranlable.

Nous collaborons avec nos alliés de l'OTAN (y compris le groupe des huit pays nordiques et baltes) afin de rendre plus sûrs les flancs nord et ouest de l'Alliance, notamment par le biais d'investissements sans précédent du Canada dans le radar transhorizon, des sous-marins, des avions et le déploiement de militaires sur le terrain. Le Canada s'oppose fermement à l'imposition de droits de douane relatifs au Groenland et demande la tenue de discussions ciblées en vue d'atteindre les objectifs communs de sécurité et de prospérité pour l'Arctique.

En matière de commerce plurilatéral, nous soutenons les efforts visant à établir un pont entre le Partenariat transpacifique et l'Union européenne, en vue de créer un nouveau bloc commercial de 1,5 milliard de personnes.

En ce qui concerne les minéraux critiques, nous formons des clubs d'acheteurs ancrés dans le G7 pour permettre au monde de se diversifier et d'échapper à la concentration de l'offre.

En matière d'intelligence artificielle, nous coopérons avec des démocraties qui partagent nos vues pour éviter d'être finalement contraints de choisir entre des puissances hégémoniques et des fournisseurs à très grande échelle.

Il ne s'agit pas d'un multilatéralisme naïf. Notre approche ne s'appuie pas non plus sur des institutions affaiblies. Elle consiste à établir des coalitions efficaces, en fonction des enjeux, entre partenaires qui partagent suffisamment de points communs pour agir ensemble. Dans certains cas, ce sera la grande majorité des pays.

Et elle consiste à créer un vaste réseau de connexions dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la culture, sur lequel nous pouvons nous appuyer pour relever les défis et saisir les opportunités à venir.

Les puissances moyennes doivent agir ensemble, car si vous n'êtes pas à la table, vous êtes au menu.

Les grandes puissances peuvent se permettre d'agir seules. La taille de leur marché, leur capacité militaire et leur pouvoir leur permettent d'imposer leurs conditions. Ce n'est pas le cas des puissances moyennes. Lorsque nous ne négocions qu'au niveau bilatéral avec une puissance hégémonique, nous négocions en position de faiblesse. Nous acceptons ce qui nous est proposé. Nous nous faisons concurrence pour être les plus accommodants.

Ce n'est pas de la souveraineté. C'est faire semblant d'être souverain tout en acceptant la subordination.

Dans un monde marqué par la rivalité entre les grandes puissances, les pays intermédiaires ont le choix : soit se faire concurrence pour obtenir des faveurs, soit s'unir pour créer une troisième voie qui aura du poids.

Nous ne devons pas laisser la montée des puissances dures nous empêcher de voir que la légitimité, l'intégrité et les règles garderont leur force si nous choisissons de les exercer ensemble.

Ce qui me ramène à Havel.

Pour les puissances moyennes, qu'est-ce que « vivre dans la vérité » ?

C'est nommer la réalité. Cesser d'invoquer « l'ordre international fondé sur des règles » comme s'il fonctionnait encore tel qu'on nous le présente. Appeler le système par son nom : une période d'intensification de la rivalité entre les grandes puissances, où les plus fortes d'entre elles agissent selon leurs intérêts en utilisant l'intégration économique comme une arme de coercition.

C'est agir de manière cohérente. Appliquer les mêmes normes aux alliés et aux rivaux. Lorsque les puissances moyennes critiquent l'intimidation économique venant d'un côté, mais restent silencieuses lorsqu'elle vient d'un autre, nous laissons l'affiche à la vitrine.

C'est mettre en place ce en quoi nous affirmons croire. Plutôt que d'attendre un rétablissement de l'ordre ancien, créer des institutions et conclure des accords qui jouent le rôle qu'ils sont censés jouer.

Et c'est réduire l'influence qui permet la coercition. Tout gouvernement devrait se donner pour priorité de créer une économie nationale forte. La diversification internationale n'est pas seulement une question de prudence économique, c'est aussi le fondement matériel d'une politique étrangère honnête. Les pays gagnent le droit d'adopter des positions de principe en réduisant leur vulnérabilité aux représailles.

Le Canada possède ce que le monde recherche. Nous sommes une superpuissance énergétique. Nous disposons d'importantes réserves de minéraux critiques. Nous

avons la population la plus instruite au monde. Nos caisses de retraite figurent parmi les investisseurs les plus importants et les plus sophistiqués au monde. Nous disposons de capitaux, de talents et d'un gouvernement doté d'une immense capacité financière lui permettant d'agir de manière résolue. Et nous adhérons à des valeurs auxquelles beaucoup d'autres aspirent.

Le Canada est une société pluraliste qui fonctionne. Notre espace public est bruyant, diversifié et libre. La population canadienne reste attachée à la durabilité.

Nous sommes un partenaire stable et fiable dans un monde qui ne l'est absolument pas, et qui établit et valorise les relations à long terme.

Le Canada possède autre chose encore : la conscience de ce qui se passe et la détermination à agir en conséquence.

Nous comprenons que cette rupture exige plus qu'une simple adaptation. Elle exige une honnêteté quant à la réalité du monde tel qu'il est.

Nous retirons l'affiche de la vitrine.

L'ordre ancien ne sera pas rétabli. Nous ne devons pas le pleurer. La nostalgie n'est pas une stratégie.

Mais à partir de cette fracture, nous pouvons bâtir quelque chose de mieux, de plus fort et de plus juste.

C'est la tâche des puissances moyennes, qui ont le plus à perdre dans un monde de forteresses et le plus à gagner dans un monde de coopération véritable.

Les puissants ont leur pouvoir. Mais nous avons aussi quelque chose : la capacité de cesser de faire semblant, d'appeler la réalité par son nom, de renforcer notre position chez nous et d'agir ensemble.

C'est la voie que le Canada a choisie. Nous l'avons choisie ouvertement et avec confiance.

Et c'est une voie grande ouverte à tout pays qui souhaite la suivre avec nous.